

# L'Heure Bretonne

DIRECTION et REDACTION  
20, rue Waldeck-Rousseau  
Rennes.

JOURNAL BRETON HEBDOMADAIRE

TELEPHONE : 43-19

ABONNEMENTS  
Bretagne et France :  
Un an : 20 fr. ; 3 mois : 5 fr.

**Nous demandons**

**Des Matières pour nos Usines !**

**Du Travail pour nos Ouvriers !**

## VERS UNE BRETAGNE LIBÉRÉE

# Que nous offre le Gouvernement de Vichy ?

La réunion du Conseil National Breton, à Pontivy, le 3 juillet et la publication de notre Déclaration et de notre Programme ont soulevé dans toute la Bretagne un immense espoir et une vague d'enthousiasme.

Partout, les patriotes bretons ont compris que l'heure de l'Union et de l'Action a sonné : chacun sent que les extraordinaires circonstances que nous vivons permettent de doter enfin la Bretagne des organismes de vie qu'elle réclamait vainement depuis cent cinquante ans, de sauver notre nationalité et notre existence comme peuple, mises en péril par la mortelle centralisation de l'Etat français d'hier.

La question bretonne est désormais posée dans toute son ampleur et, bon gré mal gré, il faudra faire une place à la Bretagne dans la nouvelle organisation de l'Europe.

Mais les répercussions de notre initiative ont dépassé largement les milieux nationalistes bretons d'avant-guerre.

D'importants journaux comme le « Nouvelliste du Morbihan » du 14 juillet, sous le titre « Nous aurons bientôt un Gouverneur de Bretagne », et le « Nouvelliste de Bretagne » du 18, sous le titre « La Question bretonne » ont été amenés à poser le problème breton. De ces articles se dégage une condamnation du régime d'hier et une prise de position qui rejoint la nôtre : A la Bretagne de 1940, il faut une organisation.

Ces deux journaux prennent acte, en même temps, du discours du Maréchal Pétain où il est dit :

« Des Gouverneurs seront placés à la tête des grandes Provinces françaises, ainsi l'administration sera à la fois concentrée et décentralisée » et ils espèrent que la réorganisation de la France permettra de donner satisfaction aux aspirations bretonnes.

Cet espoir est pour le moins prématuré et ne se rencontre presque nulle part en Bretagne. Quel sera le statut des Provinces dans la Nouvelle Constitution française ? de quelle liberté jouiront-elles ? les Gouverneurs ne seront-ils que des super-préfets ou bien partageront-ils leur gouvernement avec des assemblées régionales ? Le régime culturel sera-t-il unique pour toute la France ou bien adapté à la Bretagne ? Autant de questions auxquelles le Gouvernement de Vichy n'a pas encore répondu.

Bien mieux. Quelles seront les limites des Provinces ? Le projet Pétain refait-il l'unité de la Bretagne, stupidement morcelée par la division départementale ou bien notre pays sera-t-il à nouveau écartelé en plusieurs tronçons, comme le prévoyaient les projets gouvernementaux d'avant-guerre ?

Nos confrères agiraient prudemment en restant sur la réserve à l'égard des projets du falot Gouvernement de Vichy, tant que celui-ci n'aura autrement précisé ses intentions à l'égard de la Bretagne.

Quant à nous, notre position est connue : Nous voulons un Etat Breton. Le statut de cet Etat, nous l'avons dit dans notre Déclaration de Pontivy, la nature de ses relations avec la France, devront faire l'objet de d'accords librement discutés dans le cadre des conditions générales. »

C'est dire que nous n'avons jamais fermé la porte à une entente loyale entre la Bretagne et le Gouvernement français et c'est là une attitude qui a toujours été nôtre. Si nos adversaires nous connaissent mieux, ils auraient pu lire dans notre Aperçu Doctrinal, paru il y a quinze ans, notre attitude vis-à-vis de la France, définie dans les termes suivants :

« Avec une France revenue à une plus honnête administration de la fortune publique, ayant renoncé sans arrière-pensée à sa politique séculaire d'assimilation vis-à-vis de nous-mêmes et à son ambition d'hégémonie, si fertile en conflits, vis-à-vis des autres pays, l'association franco-bretonne présenterait des avantages certains. »

Ce n'est donc pas par principe que nous inclinons au séparatisme, mais par un scepticisme trop bien justifié devant l'impuissance jusqu'ici absolue des divers gouvernements qui se sont succédés en France à faire quoi que se soit pour la Bretagne. En pleine alerte de Munich, le 4 septembre 1938, « Breiz Atao » rappelait sa position doctrinale de 1925.

Nous aimons beaucoup trop la Bretagne pour refuser une amélioration de son sort aussi considérable que celle qui résulterait pour elle de la réorganisation d'une France où la Bretagne aurait sa place sans arrière-pensée. C'est ce que nous avons toujours souhaité en premier lieu, mais cette amélioration relativement simple nous ayant toujours paru d'une absolue impossibilité, la séparation nous est apparue comme d'une réalisation à la fois moins lointaine et plus complètement efficace. Voilà pourquoi nous devons envisager la solution séparatiste. Si par le plus extraordinaire de tous les miracles, la France venait aujourd'hui de son plein gré nous offrir ce que tant de Bretons l'ont depuis plus d'un siècle si passionnément et si vainement supplié de leur accorder, nous ne serions pas assez sots pour aller le refuser. Mais encore faut-il que l'offre soit sincère et qu'elle porte sur tous les éléments du problème.

Mais, si comme tous les précédents nous portent à le croire, le Gouvernement de Vichy n'offrirait à la Bretagne qu'un trompe-l'œil, il n'y aurait là qu'une tentative de plus pour bernier le peuple breton et nous y mettrions ordre.

La Bretagne a besoin d'un Etat. A la France de permettre qu'il se fasse avec elle. Sinon, il sera construit sans elle et elle en portera la responsabilité.

F. DEBAUVAIS.

## UN AUTRE CRIME DES BELLICISTES

Les Morts de la « Tanche » crient vengeance

Notre presse servile a passé cette affaire inouïe sous silence. C'était au moment de l'arrivée des troupes allemandes. Faisant suite aux incroyables campagnes antiallemandes de l'Ouest-Eclair ou de la Province, des misérables avaient semé le bruit que les Allemands s'emparaient des jeunes gens pour les stériliser.

Affolés par cette nouvelle qui a parcouru le pays comme une trainée de poudre, de nombreux jeunes gens s'enfuirent vers la côte dans l'espoir de trouver un bateau pour se réfugier en Angleterre. (On voit de suite à qui devait profiter la manœuvre).

A Lorient, ils s'embarquèrent en masse sur la « Tanche » et mirent le cap sur le large. Ils n'allèrent pas loin : le bateau sauta sur une mine que les Anglais venaient de poser, et fut perdu corps et biens.

Depuis, chaque jour, la mer rejette les cadavres de ces malheureuses victimes de la clique franco-anglaise.

Dans la région de Quimper, l'exode des jeunes gens se fit en direction de Bénodet où ils savaient trouver des yachts au mouillage. Heureusement que les gendarmes, bien inspirés pour une fois, arrivèrent à temps pour empêcher l'embarquement.

Ailleurs la panique prit une autre forme. Dans la région de Plözévet, les paysans ayant appris que les Allemands allaient tous les massacrer, voulurent empoisonner leurs cochons, afin que leurs bourreaux n'aient pas la satisfaction de les manger.

Le gouvernement breton fera, plus tard, une enquête approfondie sur ces faits et les responsables seront punis à la mesure de leurs crimes.

## Une absurde légende : L'Angleterre invincible

De tous les slogans dont on nous a depuis des années bourré le crâne et rebattu les oreilles, aucun n'est plus absurde que celui-ci : « L'Angleterre a toujours gagné la dernière bataille. » Par quoi, l'on entend nous persuader qu'elle est tout aussi assurée de gagner encore « la prochaine dernière ».

D'abord, ce n'est pas vrai. En 1066, l'Angleterre saxonne n'a pas gagné la bataille de Hastings, à la suite de quoi le Duc Guillaume de Normandie l'a purement et simplement mise dans sa poche. C'est ce que les Anglais appellent toujours le Doomsday, le Jour de la malédiction.

En 1453, balayés par l'implacable volonté de deux femmes, Jehanne la Pucelle et Agnès Sorel, la belle pécheresse, les Anglais n'ont pas gagné la Guerre de Cent Ans.

En 1783, n'ayant plus à tirer qu'une bombe et six boulets. Lord Cornwallis capitulait dans Yorktown devant l'armée franco-américaine commandée par Washington et Rochambeau. Le Roi d'Angleterre perdait du coup la meilleure moitié de l'Amérique.

De 1916 à 1923, l'Angleterre n'a pas gagné la guerre en Irlande.

En 1934, l'Angleterre n'a pu empêcher l'Italie de se tailler un empire en Afrique Orientale. J'entends bien que les canons sont restés muets, mais capituler avant d'ouvrir le feu n'en est pas plus reluisant. Voilà pour hier.

instruit et tout son matériel, comment le ferait-elle aujourd'hui que ses troupes sont décimées, son matériel rangé en bon ordre dans les pores allemands, son territoire bloqué, ses enfants en fuite vers un autre continent ? Est-elle, oui ou non, réduite à une stricte défensive ? On discute un peu partout ses possibilités de résistance, mais qui a jamais fait allusion à une initiative anglaise, même contre ces côtes italiennes que les stratèges en chambre affirmaient si facilement vulnérables ?

Très joli, ripostent les tenants du général de Gaulle, mais, retranchée dans son île, l'Angleterre est invulnérable. Napoléon lui-même n'a-t-il pas dû, la rage au cœur, lever le siège qu'il avait mis devant elle au Camp de Boulogne ? L'Angleterre invulnérable, quelle bonne blague ! Depuis ce temps l'arme aérienne a fait son apparition et, pour elle, il n'y a plus d'îles. D'autre part, les distances qui isolaient « la perle Albion » se sont prodigieusement raccourcies, aussi bien pour le tir que pour les transports. A toute distance les plus gros canons du grand Empereur atteignaient difficilement 2.500 mètres ; aujourd'hui, les 40 kilomètres du Pas-de-Calais ne sont pas pour l'artillerie de côte une portée excessive.

(Suite page 3)

## LES PÈLERINS DE VICHY

Nous relevons dans le Nouvelliste du Morbihan :

Quelques échos nous parviennent de l'Assemblée Nationale de Vichy. Sur huit députés morbihannais, six y ont pris part, à savoir : MM. Cadic, Desgranges, Gillet, L'Héveder, Pezet et Tristan.

M. Paul Ihuel, député de la 2<sup>e</sup> circonscription de Pontivy, mobilisé comme sous-lieutenant au 307<sup>e</sup> R. L. n'avait pu y assister. On le dit prisonnier.

Il en a été de même de M. Le Pevédic député de la 3<sup>e</sup> circonscription de Lorient, qui s'est trouvé dans l'impossibilité de faire le voyage.

La plupart des absents, en dehors des rares parlementaires qui ont gagné l'Angleterre, ont été des à la rareté des communications ferroviaires. On signale le cas d'un député du Finistère, M. Itzian, qui est arrivé à Vichy vingt-quatre heures après l'assemblée. Il n'était pas le seul dans ce cas. Il est à peu près certain que si nos parlementaires n'avaient pu disposer d'automobiles, il eût été difficile de constituer une majorité suffisante.

On verra lesquels de ces Messieurs auront la bonne idée de se rendre au prochain rassemblement du Conseil National Breton.

## Pendant tout un mois la garnison française d'Ouessant a vraiment attendu d'être secourue et ravitaillée par les Anglais soi-disant maîtres de la mer et de l'air.

La garnison d'Ouessant, qui comprenait plus de quatre cents fusiliers et canonniers de la marine française, commandés par un capitaine de frégate, a été « démobilisée » et non pas faite prisonnière par... les Allemands, entrés le 19 juin au soir à Brest.

C'est le 15 juillet que les premiers marins bretons et français qui défendaient cette île et qui étaient originaires du « continent », ont été autorisés à débarquer à Brest et à prendre le train pour Rennes et Nach Paris.

Par conséquent, l'Armistice franco-allemand ayant reçu son plein effet à partir du 25 juin, à une

heure du matin, cette force, abondamment pourvue de canons et de munitions, disposant d'une puissante station de T. S. F. a vainement attendu, pendant plus de vingt jours, une aide de la part de la Royal Navy et de la R. A. F. soi-disant maîtresses incontestées de la mer et de l'air.

En revanche, c'est à bord de l'Enze Eusa, qu'on avait armé d'un canon de 37 mm et de deux mitrailleuses, petit vapeur bien connu des touristes et qui assure depuis de longues années le service régulier entre Brest et l'île d'Ouessant, qu'ont mis pied à terre sur celle-ci les premiers marins et soldats posés à l'intérieur de l'île, suffi-allemands commandés par un officier d'équipages, avec des vivres frais, qui commençaient à manquer à Lampaul.

Après, entre le 15 et le 19 juin, les Anglais, si pressés d'évacuer — soulevés de force — dans les ports de la côte bretonne, les civils de 14 à 60 ans, ont à peine trouvé le temps de semer quelques mines, en passant entre le Conquet et la pointe du Skiff, achevant d'isoler Ouessant du reste du monde. Ils se sont bien gardés de revenir chercher le commandant militaire français de l'île et ses hommes, qui les suppliaient par

radio et même par signaux optiques de leur réserver un meilleur sort que Jersey ou Guernesey, c'est-à-dire de les emmener avec eux ou de venir les renforcer avant l'arrivée des Allemands.

Seuls, trois ou quatre avions de chasse canadiens ont survolé Ouessant entre les 15 juin et 15 juillet, les pilotes britanniques se contentant d'agiter la main par-dessus leur carlingue, en guise d'adieu aux gardiens des phares de Créac'h et de la Jument, autour desquels ils sont venus tourner en rase-motte, sans même essayer de se samment étendue et plate pour leur servir de champ d'atterrissage, sans même jeter un sac de provision ou un pli lesté pour encourager les défenseurs de la terre d'épouvante dans leur résistance.

Aussi de guerre las, le capitaine de frégate décrocha un beau matin le téléphone qui le reliait à Recouvrance. Et voici à peu près le dialogue qui s'engagea entre lui et l'officier allemand à l'autre bout du fil — c'est du moins ce que nous a

assuré un gars de chez nous, témoin involontaire de la conversation :

— Ici Ouessant ! sans instructions de personne je vous prie de vouloir bien rappeler à qui de droit que nous sommes toujours en vie ; mais que nous voudrions bien savoir ce qu'il va advenir de nous. Il me semble qu'on nous oublie...

— Vous devriez être déjà partis parce qu'aux termes de l'Armistice franco-allemand nous allons occuper toute la côte de Ghyvel à Hendaye et que la France est tenue de démobiliser immédiatement ses forces et de les évacuer des secteurs que nous n'avons pas encore eu le temps d'atteindre.

— Les marins des services de l'Ecole Navale, à Brest, et des forts de Créac'h-Meur, eurent dix minutes, peu avant l'arrivée des Allemands, pour quitter leurs cantonnements et être embarqués à destination de l'Angleterre. Ces malheureux se trouvent actuellement prisonniers en Angleterre et forcés de servir contre leur pays.



Distribution de l'Heure Bretonne

Combattons les semeurs de fausses nouvelles et les saboteurs, sans quoi tous les Bretons pâtiront de leurs agissements stupides.

Les partis politiques, les anciennes doctrines, c'est un monde vieillissant qui a été balayé. Nous sommes en pleine révolution. Tout va changer. Ici, le seul parti sera le Parti Breton.





